Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

Montreuil, le 13 juillet 2021

Communiqué de presse

Lundi 12 juillet, s'est tenue à l'Elysée, une réunion avec l'ensemble des acteurs de la filière automobile, donneurs d'ordre, sous-traitants, organisations patronales et syndicales, sous l'égide du Président de la République, du Premier ministre et de l'ensemble des ministres concernés.

Cette réunion comportait deux volets :

- La feuille de route de la filière pour la transition écologique en termes d'investissement.

- l'accompagnement des mutations de la filière : sous-traitance, salariés, territoires.

Lors de cet échange le Président de la République a réaffirmé l'enjeu en termes d'emplois, face au défi de l'électrification, et demandé une solidarité de toute la filière, tout en annonçant des investissements massifs sur les batteries, l'hydrogène ou encore l'électronique de puissance.

Luc CHATEL président de la PFA (plateforme automobile) a présenté le travail fait sur la filière automobile qui n'est, ni plus ni moins, qu'une demande d'aide de 17 milliards à l'Etat.

La FTM-CGT a réaffirmé que la solidarité était nécessaire et que cela devait commencer par les donneurs d'ordre, notamment en revoyant leur stratégie d'équilibrage et d'affectation des volumes, afin de permettre, aux fonderies en lutte d'avoir un avenir, tout en travaillant la diversification, et aux évolutions technologiques. La FTM CGT dénonce la fin du thermique pour le tout électrique, qui est tout sauf écologique, et porte un mix de motorisation qui répond aux besoins de chaque usage. La FTM CGT dénonce le fait que les constructeurs confient leurs volumes à des pays carbonés.

Pour la CGT : les aides publiques doivent être contrôlées et conditionnées à des engagements précis en termes d'emploi, d'investissement productif, et de formation. Depuis les premières aides publiques ou fonds publics, lors du plan de relance, les constructeurs n'ont jamais autant enlevé les volumes de France.

- les relations donneurs d'ordre - sous-traitants doivent être encadrées en s'appuyant notamment sur le projet de loi des ex GM&S.

- L'industrie ne peut être vue que par la question de la rentabilité et du coût du travail, c'est ce qui fait disparaître notre industrie.

- Au vu des évolutions technologiques, la question de la réduction du temps de travail doit être posée, c'est possible et ça marche. D'autres pays le font et Airbus a su le faire pendant la pandémie.

La FTM-CGT va continuer, avec les fonderies et l'ensemble des syndicats de la filière, à porter des alternatives portant l'avenir pour les salariés et les territoires.

La FTM-CGT va continuer à aller aux débats publics, à tous les niveaux, pour que les solutions soient collectives et porteuses d'avenir dans l'intérêt général.

Contact presse
stephane.flegeau@ftm-cgt.fr
Montreuil, le 12 juillet 2021